

Lettre d'Émancipation (Lyon-69), février 2024

Congrès SNES de Lyon 14 et 15 février 2024

UKRAINE : Mobilisation d'étudiants et d'enseignants à Kiev

2023 a été marqué en Ukraine par le retour de luttes sociales. En dépit de la loi martiale qui interdit tout rassemblement ou manifestation sur la voie publique, les mouvements sociaux se sont réapproprié l'espace public pour exprimer leurs revendications.

Deux secteurs, la santé et les étudiants, où deux syndicats combattifs sont présents, ont vu des luttes importantes se dérouler.

Sois comme Nina : Outre l'important travail de secours humanitaire qu'elle mène à l'instar de l'ensemble du mouvement syndical, l'organisation syndicale des infirmières, *Sois comme Nina*, se bat quotidiennement dans les hôpitaux pour faire respecter les droits des travailleurs de la santé. Ainsi, le personnel soignant de la ville, d'Oleksandria a réussi à obtenir le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires.

Priama Diia : En février 2023, le paysage syndical étudiant (dominé par deux organisations syndicales « de droite ») a vu l'arrivée d'un nouveau venu : Priama Diia (PD, Agir directement)¹. Cette nouvelle organisation est née de la lutte des étudiants de Lviv contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie de novembre 2022. Depuis le syndicat a remporté plusieurs victoires.

Actuellement, le syndicat est engagé dans une campagne contre la fermeture de l'Université nationale de Tauride originellement en Crimée, exilée en territoire libre², et qui enseigne notamment la langue tatare. Cette fermeture s'inscrit dans une vaste de plan qui vise à

- Réduire le nombre d'étudiants (aussi réduction en cours des bourses d'études) ;
- Livrer à la spéculation leur terrain et bâtiment à la spéculation immobilière.

Elle est le fruit d'un audit soutenu par la Banque mondiale. 70 autres universités sont promises à la fermeture.

Ci-dessous le compte-rendu d'une assemblée qui s'est tenue à Kiev, à l'université nationale de Tauride

Des cris d'indignation, des étudiants militants, un Mejlis [assemblée tatare] silencieux, l'insolence de Kvit et le vice-ministre dans les bras d'un étudiant : que s'est-il passé hier à l'Université nationale de Tauride ?



Rappelons que dans le cadre de la réforme de l'enseignement supérieur, le ministère de l'Éducation et des Sciences s'est fixé pour objectif de réorganiser les petites universités, où l'enseignement est "à un niveau bas" ou dont le maintien est "non rentable" pour l'État. Aussi, le ministère évoque souvent un prêt de la Banque mondiale, qu'il pourra être accordé en cas d'"optimisation" réussie. L'Université nationale de Tauride (TNU) est également tombée sous le couperet.

Dans le cadre de la campagne "*Contre la destruction des connaissances*", "*Agir Directement*" s'est uni aux étudiants de TNU pour défendre leur droit d'étudier là où ils le souhaitent.

Hier, 25 janvier, s'est tenue une réunion à l'université, à laquelle devait participer le vice-ministre de l'Éducation Mykhailo Vynnytskyi, qui personifie la réforme en cours. Suite à cette nouvelle, les participants de "*Contre la destruction des savoirs*" ont organisé une action sous les murs du TNU. Il est important de souligner que la police a été prévenue et qu'aucune opposition à l'événement n'a été reçue. À 12h00, le corps étudiant se réunit.

À notre grande surprise, [...] était aussi présent Serhii Kvit, le président de l'Académie Kiev-Mohyla (un partisan de l'obstruction des activités de "Agir Directement").

Pendant la première heure, les enseignants de la TNU ont échangé leurs opinions sur le travail de l'université au cours de l'année écoulée. Si Mykhailo Vynnytskyi déclarait il y a quelques jours aux journalistes que la direction de TNU ne fonctionnait pas bien, le corps enseignant pense le contraire. Lors de la réunion, l'un des employés de l'université a souligné

¹ Une présentation de Priama Diia sur GERME <http://www.germe-inform.fr/?p=5063> Site de Priama Diia: <http://www.priama-diia.org/>

² En raison de l'occupation de la Crimée par la Russie en 2014, l'université a réussi à être déplacée vers les territoires contrôlés par l'Ukraine. En 2016, l'université a rouvert ses portes à Kyiv.

que le travail du recteur au cours de l'année écoulée était "plus que satisfaisant". A l'unanimité - et il n'y a pas eu d'autres votes lors de la réunion - il a été décidé de se réunir à mi-chemin : le travail du recteur Bortniak est "satisfaisant". [...].

En fait, l'analyse du travail de TNU a été très importante pour une meilleure compréhension du fonctionnement de l'université. L'administration a montré que le vice-ministre Vinnytsky avait tort. Il est donc exaspérant que, durant ces explications, le vice-ministre et Kvit aient passé leur temps sur leurs smartphones.

Il faut dire que parmi ces interventions, l'opinion exprimée par les étudiants a été une bouffée d'air frais, expliquant pourquoi la lutte est menée - non pas pour l'existence de murs, de chaises ou d'un piano à queue qui coûte plus de 100 000 dollars, mais pour un développement favorable de l'enseignement et des conditions d'études. Par moments, cela a été approuvé bruyamment par des slogans : "*Révolte, amour, ne donne pas la TNU*"! Toute la salle a applaudi.

Malheureusement, on sentait clairement que la possibilité d'intervention des étudiants était restreinte. [...].

Le Mejlis [conseil] du peuple tatar de Crimée n'a pas non plus pris le parti des étudiants, invoquant le fait qu'ils « étudiaient la situation ».

Lorsque, finalement, l'étudiante Maryana fut autorisée à prendre le micro, il s'est produit quelque chose qui a semblé indigner même le vice-ministre : le président de l'académie a quitté la réunion avec défi. Bien sûr, l'aversion de Kvit pour les étudiants pensant librement est connue, mais on ne s'attendait pas à ce qu'il montre son arrogance avec autant d'éclat.

Plus tard, le vice-ministre Vynnytskyi a également quitté la réunion. Un des étudiants de la TNU s'est approché de lui devant la porte pour l'embrasser en se moquant de lui. Si ce n'est par la force, alors par l'amour.

Qu'avons-nous en résumé ? Le ministère de l'Éducation et de la Culture maintient fermement sa position selon laquelle l'unification est inévitable. Le ministère préfère une gestion autoritaire à une réforme démocratique de l'enseignement supérieur. Espérer que les professeurs de la TNU est une perte de temps.

Mais l'université n'envisage pas d'abandonner : le collectif étudiant a adressé un recours à la Verkhovna Rada et au président et intentera un procès contre la décision du gouvernement.

23 janvier 2024

Priama Diia (Agir Directement) <https://www.facebook.com/priama.diia>

Pétition internationale

Non la fermeture de l'Université Tauride de Kyiv (Ukraine)

Nous soussignés, étudiants ou anciens étudiants, professeurs ou anciens professeurs, membres ou anciens membres des communautés éducatives dans nos pays respectifs soutenons l'Ukraine dans sa résistance à l'agression impérialiste de la Fédération de Russie.

Nous croyons dans une Ukraine libre et indépendante.

Nous regrettons vivement le projet de fermeture de l'Université Tauride à Kyiv. Cette université de Crimée qui a trouvé refuge et protection en 2014 en Ukraine libre est essentielle au développement d'une formation universitaire de qualité de la jeunesse ukrainienne.

50 autres universités sont également menacées de fermeture.

Nous soutenons les étudiants de cette université qui se mobilisent pour sa défense.

Nous appelons le gouvernement ukrainien à renoncer à ce projet qui porte un mauvais coup au patrimoine éducatif et culturel de l'Ukraine et met les étudiants de cette université en danger. En effet, les étudiants de cette université risquent de se retrouver dans une situation sociale désastreuse.

Signature à renvoyer à :

tauride2024@gmail.com

en précisant dans cet ordre :

Nom, Prénom, qualité (étudiants ou anciens étudiants, professeurs ou anciens professeurs, membres ou anciens membres des communautés éducatives)

Ville, Pays,

Université ou école,

Organisation syndicale le cas échéant

En défense de l'Enseignement public et du statut des personnels

UNITÉ POUR LE RETRAIT DU PLAN ATTAL-MACRON CONTRE L'ÉCOLE UNITÉ POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI GUERINI CONTRE LE STATUT

Le 16 janvier, Macron confirmait la poursuite et l'accélération des attaques contre la jeunesse et le monde du travail, contre les personnels et leurs garanties statutaires... Suite aux annonces sur le "*Choc des savoirs*", G. Attal vient de confirmer les objectifs qu'il assigne à l'école : organiser le tri des élèves, réduire l'enseignement à l'école du socle pour une grande partie de la jeunesse. Et avec la généralisation du SNU, de l'uniforme, et les nouveaux programmes de l'EMC, s'affirme la volonté d'un véritable endoctrinement de la jeunesse afin d'assurer un "contrôle social" de toute la société.

Quant à l'éloge de l'école privée d'A. Oudea-Castéra, il sonne la charge contre l'Enseignement public. Tout cela atteste la volonté d'en finir avec la possibilité de tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture quelle que soit la situation de fortune de leurs parents.

Ces annonces s'articulent avec la réforme des lycées professionnels et la volonté de transformer les enseignants en personnels polyvalents chargés d'appliquer des mesures prescrites.

"CHOC DES SAVOIRS" : AUTONOMIE ET DÉRÈGLEMENTATION

Avec la réécriture des programmes annoncée à tous les niveaux (1^{er} et 2nd degré), la labellisation des manuels, se profile une pédagogie officielle et une remise en cause de la liberté pédagogique des personnels.

Au collège, dès la rentrée 2024 en 6^e et 5^e (puis en 4^e et 3^e en 2025), les élèves seraient placés en groupes de niveaux "flexibles" en mathématiques et français. L'effectif du groupe d'élèves les plus fragiles serait de 15 élèves. Le groupe d'élèves les plus "performants" pourra être plus chargé qu'une classe ordinaire. Les seuls moyens seront le redéploiement des heures de soutien/approfondissement (une heure par classe de 6^e), les marges horaires du collège ; les heures postes annoncées ne seront abondées par Bercy qu'en fin d'année.

Les 2 heures de soutien en math et français pour tous les niveaux seront réalisées par les professeurs d'écoles.

L'appel à "l'autonomie" permet de renvoyer aux seules équipes locale la responsabilité de l'organisation et de la progression des élèves, ce qui illustre le sens du slogan de Macron : "*Notre École Faisons La Ensemble*".

VERS L'EXPLOSION DU SECOND DEGRÉ

Le "*nouveau socle*" fondé sur quatre piliers (les compétences fondamentales en mathématiques et français, les compétences psychosociales et des "*repères*" de culture générale) substitue de simples "*repères*" à une véritable culture. Il conduit à la déscolarisation d'une part importante de la jeunesse envoyée très vite en entreprise, munie d'un simple kit de

compétences, soumise aux besoins variables du patronat d'un bassin d'emploi.

Le brevet deviendrait nécessaire pour passer en Seconde.

C'est un collège à plusieurs vitesses, avec des parcours "individualisés", et un affaiblissement des enseignements disciplinaires qui se dessine. Cela prépare l'explosion de tout cadre national des programmes, des horaires, des diplômes.

Ce "*Choc des savoirs*" organise la diminution du nombre d'élèves en lycée (avec des suppressions de postes). Il est lié aux annonces de Macron de fermeture de formations universitaires qui ne répondent pas "*aux objectifs d'excellence*" et de financement de

formations privées... Cela conduit à l'explosion du second degré avec l'école du socle (primaire-collège) et le bac -3/bac + 3 (lycée-1^{er} cycle universitaire).

RÉMUNÉRATION ET AVANCEMENT "AU MÉRITE"

Comme en lycée professionnel, organisation modulaire et individualisation sont un point d'appui pour avancer vers l'annualisation du service des personnels enseignants.

Ce "*Choc des savoirs*" nécessite aussi un autre métier : des enseignants polyvalents, transformés en simples exécutants.

Le "pacte enseignant" n'était qu'une première attaque. La réforme des concours annoncée entre en résonance avec le plan Attal. Macron affirme vouloir limiter la qualification des enseignants "*qui entrent avec un cursus parfois disproportionné*".

C'est une attaque frontale contre les statuts, en lien avec la réforme de la Fonction publique annoncée par Macron. Guerini a précisé les attaques : "*déverrouiller les freins l'embauche*" (comprendre "casse des concours"), imposer l'avancement et le salaire au "*mérite*" ("*évaluer et récompenser*", selon les résultats). La réussite au concours pourrait déboucher sur une simple habilitation à enseigner, l'enseignant serait ensuite recruté selon son profil, en fonction du projet d'établissement.

UNITÉ POUR LE RETRAIT DU PLAN ATTAL-MACRON ! RETRAIT DU PROJET DE LOI GUERINI !

L'unité doit se réaliser pour exiger le retrait total du plan Attal ("*Choc des savoirs*") et du projet de loi Guerini contre le statut de fonctionnaire.

Cela implique de quitter toutes les concertations en cours avec le gouvernement, à commencer par le Conseil supérieur de l'éducation du 6 février, chargé d'étudier les décrets et arrêtés sur le "choc des savoirs" ; il n'est pas possible de discuter de la mise en œuvre de tels projets.

C'est sur ces bases, que doit être organisée, dans l'unité, à la mobilisation pour repousser les plans du gouvernement, avec l'objectif d'infliger une défaite au gouvernement Macron-Attal.

1^{er} février 2024



Un uniforme à l'école pour « gommer » les inégalités sociales ? Ou pour « uni-formater » la jeunesse ?

Ni SNU, ni stage, ni uniforme : la jeunesse a besoin d'école, pas d'instruments de dressage

Macron poursuit l'entreprise de "dressage" de la jeunesse avec l'introduction de « classes engagées » dans les lycées et un « stage de cohésion » de 12 jours de SNU pris sur le temps scolaire. (Séjour effectués en uniforme, largement encadrés par des militaires, rythmé par des rituels empruntés à l'armée : "levée des couleurs", chant de la Marseillaise, marche au pas ; certains encadrants introduisent le maniement des armes et initient aux techniques de combat...). Et de nouvelles ouvertures **de classes défense** en partenariat avec un régiment de l'armée sont prévues.

Le port de l'uniforme à l'école participe à cette entreprise d'embrigadement voulue par Macron et à laquelle se joint Laurent Wauquiez), président L. R. de la région AURA qui annonce l'uniforme (payé par la Région) dans 5 lycées. "Pour débiter..."

Polo et pull bleu marine logotisés du drapeau français

Le 21 décembre, Laurent Wauquiez a présenté l'uniforme qui sera expérimenté dans cinq établissements pilotes d'Auvergne-Rhône-Alpes : 3 polos et 2 pulls à manches longues bleus marine logotisé d'un drapeau français, de l'emblème de la région et de celui de l'établissement, soit **268,80€ TTC par an par trousseau** "100% made in Auvergne-Rhône-Alpes"). Si la mesure venait à être généralisée aux 325 000 lycéennes et lycéens des 562 établissements publics et privés de la Région, **son coût serait donc compris entre 87,4 millions d'euros et 112,4 millions d'euros par an**. Une contribution du ministère de l'Éducation nationale de 100€ par trousseau ne ramènerait ce budget qu'à 55 millions d'euros par an au minimum.

"Ça gomme les inégalités sociales, ça permet d'affirmer des tenues qui ne laissent plus de place à l'ambiguïté par rapport à la laïcité ou les règles de la République" ! (Laurent Wauquiez)

La laïcité selon Wauquiez, Attal et Macron.

L'initiative de Wauquiez a obtenu la bénédiction du gouvernement Macron qui, s'agissant de la laïcité, s'assied sur la loi de 1905 en décidant, entre autres, d'augmenter plus encore le financement des écoles privées (plus 6,70% au budget de l'État en 2024, contre 4,6 % dans le premier degré public et 5,4 % dans le second degré public, dont environ 20 milliards d'euros attribués au SNU).

Rappelons encore qu'en 2017, L. Wauquiez avait décidé d'augmenter le soutien à l'investissement dans les lycées privés pour atteindre 13 millions d'euros par an, soit une augmentation de plus de 60 %. (L'enseignement privé représentent seulement 27,5 % de l'effectif des lycéens de la région). Et une enveloppe de 50 millions d'euros supplémentaires était accordée pour *"la création ou l'extension de lycées privés dans des zones à forte tension démographique"*. Ces crédits étant puisés dans l'enveloppe d'un *"plan d'investissement"* sur 3 ans attribués aux lycées publics.

Masquer l'accroissement des inégalités sociales

Alors que le prétendu *"Choc des savoirs"* va organiser le tri des élèves et éjecter du système social nombre d'enfants issus principalement des milieux populaires pour les soumettre à l'apprentissage patronal, Wauquiez rêve de masquer les inégalités sociales sous un tee-shirt bleu-blanc-rouge.

Un million d'euros - pour commencer - pour 3000 élèves (5 établissements). Alors que les lycées souffrent du sous-investissement de la Région, du non remplacement du personnel d'entretien... Et Wauquiez annonce la privatisation de l'entretien de plusieurs établissements, soit un démantèlement programmé du service public.

Le SNU, les classes défense et les uniformes répondent à la même logique : une pure opération de soumission et de dressage de la jeunesse avec des sommes colossales volées à l'Enseignement public.

Le gouvernement avance à marche forcée vers l'obligation du SNU...

Non à la militarisation de l'enseignement !

Non à l'embrigadement de la jeunesse !